

Nom du comité : Assemblée des Jeunes ONU

Problématique : 75e anniversaire de l'ONU : Bâtir un avenir meilleur grâce à la coopération internationale et à l'inclusion

Noms des Présidents : Brock Hosier, Caroline LENTZ

75e anniversaire de l'ONU : Bâtir un avenir meilleur grâce à la coopération internationale et à l'inclusion

1. Introduction

En 2015, les 193 États membres de l'ONU ont établi, par consensus, les 17 objectifs de développement durable (ODD). La même année, 195 pays plus l'Union européenne, lors de la COP 21 (Conférence des Parties), ont convenu de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C. Cependant, en 2019, les États-Unis ont abandonné les accords sur le climat (COP 21), l'Iran a abandonné les accords nucléaires, le Royaume-Uni pourrait quitter l'Union européenne et l'utilisation du veto bloque le Conseil de sécurité, principal organe des Nations unies pour la paix et seul avec pouvoir décisionnel.

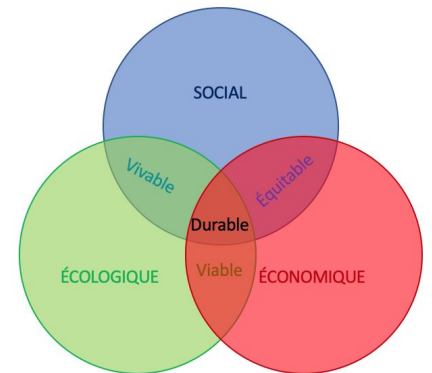
Tous ces événements nous portent à croire qu'après les progrès internationaux de 2015, le multilatéralisme est affaibli et que certaines populations souffrent car elles ne sont pas incluses dans cette coopération internationale.

Termes clés (Définitions)

Développement durable : développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures. Il repose sur trois piliers.

Multilatéralisme : alliance de plusieurs pays poursuivant un but commun.

Coopération internationale : groupes représentant différentes nations qui interagissent pour atteindre le même but.



2. Aperçu général de la Problématique

Diagramme des trois piliers développement durable

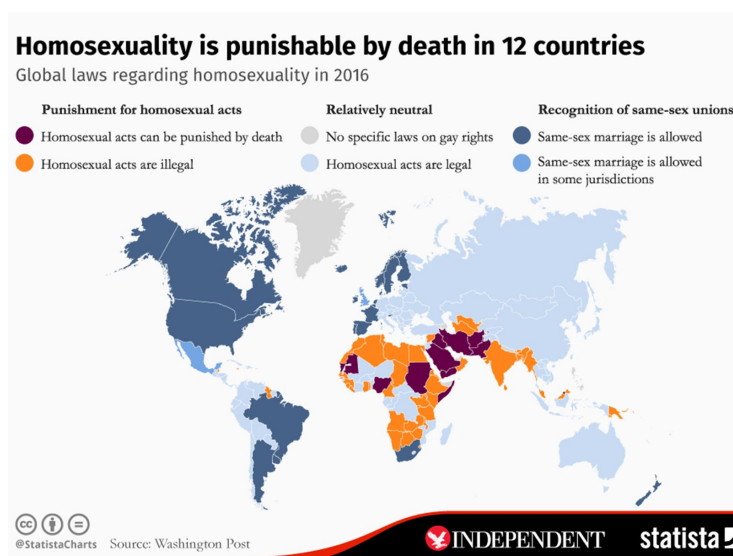
a. Pourquoi l'inclusion est-elle importante ?

Depuis l'élaboration des objectifs de développement durable (ODD) par les Nations Unies, certaines régions du monde se sont dirigées vers la durabilité et l'inclusion, qui est l'un des principaux objectifs de l'agenda 2030; cependant, une grande partie de la population mondiale continue à être exclue par la société pour diverses raisons, notamment culturelles,

raciales ou socioéconomiques. Pour réaliser ce programme mondial, l'exclusion est extrêmement pénalisante, car les nations ont besoin que tous se collectivisent pour atteindre des objectifs vastes et ambitieux comme l'élimination des émissions nettes de combustibles fossiles, et surtout, pour ce faire, elles doivent encourager l'inclusion des minorités. On estime actuellement que plus de 20 % de la population mondiale peut être classée dans la catégorie des minorités, ce qui signifie que si les pays ne font en sorte que ces personnes se sentent incluses et égales, une grande partie de la population ne fera pas partie du mouvement collectif vers la durabilité.

b. Discriminations

L'un de ces groupes qui continue d'être majoritairement discriminé et exclu par la



The Independent
<https://www.independent.co.uk/news/world/gay-lesbian-bisexual-relationships-illegal-in-74-countries-a7033666.html>

société est la communauté LGBT. Alors que vingt-huit pays reconnaissent aujourd'hui le mariage homosexuel, il reste quatorze pays qui considèrent l'homosexualité comme un crime passible de la peine de mort, et soixante-seize pays criminalisent actuellement les activités homosexuelles. Cet effort des pays pour réprimer l'activité homosexuelle est généralement enraciné dans les croyances religieuses ou culturelles, ainsi que dans les lois de l'époque coloniale qui avaient été appliquées dans les anciens pays colonisés.

Par exemple, en Jamaïque, il subsiste actuellement des lois coloniales connues sous le nom de lois sur la

sodomie qui font de ce qui est considéré comme des "actes sexuels non naturels", comme la sodomie, des actes criminels parce qu'ils vont à l'encontre des enseignements chrétiens. Bien que les lois aient été appliquées à l'origine sous le régime colonial anglais en Jamaïque, celles-ci ont été abrogées en Angleterre en 1828, et pourtant, la Jamaïque continue de les appliquer malgré son indépendance en 1962.

Même dans les pays riches, comme ceux du G20, ces lois continuent d'exister. En Russie, par exemple, une loi signée par Vladimir Poutine en 2013 surnommée "loi de propagande anti-LGBT" a rendu légale la condamnation pour "propagande de relations sexuelles non traditionnelles entre mineurs".

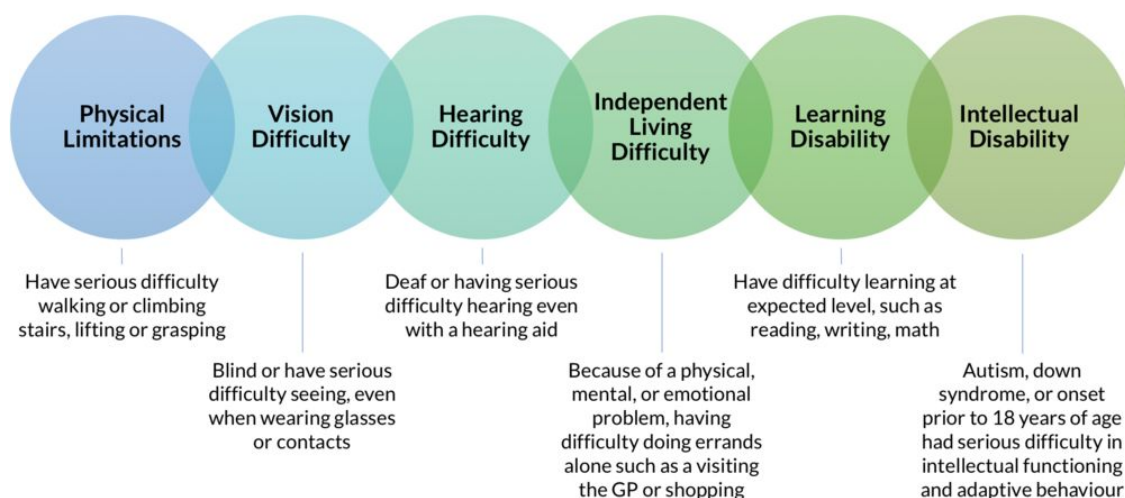
Ces lois ont de plus en plus séparé les membres de la communauté LGBT du reste de la société et ont rendu plus difficile l'implication de ces personnes dans leur société. L'une des plus grandes difficultés de l'inclusion des LGBT est la législation sur la discrimination au travail. Dans une étude menée par un professeur assistant à Harvard, il a été constaté que les membres de la communauté LGBT sont deux fois plus susceptibles d'être au chômage aux

États-Unis et aussi deux fois plus susceptibles de ne pas avoir une assurance maladie. Dans l'ensemble, le refus des employeurs de recruter des personnes LGBT car les employeurs ne sont pas d'accord avec les orientations sexuelles de leurs employés est une forme flagrante de discrimination, et la plupart des gouvernements offrent une protection minimale aux personnes LGBT sur le lieu de travail. En fait, certains pays ont même tenté d'adopter des lois qui dissuadent les employeurs de recruter des personnes LGBT, notamment les États-Unis, où l'idée d'une loi sur les droits religieux a été proposée. En opposition, seulement 5% des pays membres des Nations Unies ont inscrit dans leur constitution des lois qui interdisent la discrimination contre les personnes LGBT.

Par ailleurs, une autre communauté qui est généralement exclue de la société est celle des personnes handicapées. La communauté des personnes handicapées comprend une grande variété de handicaps qui peuvent être définis dans l'une des quatre catégories suivantes : déficience intellectuelle, déficience physique, maladie mentale et déficience sensorielle. Pour les personnes handicapées, la recherche d'une source de revenu peut s'avérer très difficile car les employeurs ne sont souvent pas incités à embaucher des personnes handicapées, il existe des lois minimales dans de nombreux pays qui protègent l'emploi pour les personnes handicapées et il peut exister des stéréotypes négatifs envers ces derniers.

Lors d'un recensement effectué par le Minnesota Population Center en 2015, qui a interrogé un large éventail de pays, on a constaté que le taux moyen de participation au marché du travail était de 60 % pour les personnes non handicapées et de moins de 40 % pour les personnes handicapées.

Cette discrimination à l'égard des personnes handicapées s'appelle le capacitisme et est basée sur la notion que les personnes handicapées sont incapables de faire certaines choses que les personnes non handicapées peuvent faire. D'un point de vue financier, le handicap peut avoir une grande incidence sur la qualité de vie des personnes handicapées parce qu'il les empêche d'obtenir les emplois dont elles ont besoin pour subvenir à leurs besoins.



Neatebox

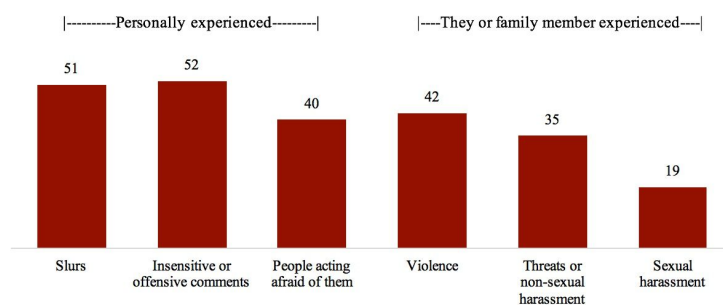
<https://www.neatebox.com/blog/inclusion-matters-to-businesses>

En effet, une enquête a révélé que 70 % des participants handicapés ont déclaré qu'ils seraient certainement ou probablement incapables de payer une dépense imprévue de 2 000 USD s'ils étaient mis dans une telle situation. Comparativement, seulement 37 % des

répondants non handicapés ont dit la même chose. Non seulement ce manque d'inclusion des personnes handicapées dans les milieux de travail peut affecter leur situation économique, mais il peut aussi affecter leur capacité à obtenir les soins médicaux nécessaires. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ la moitié des personnes handicapées n'ont pas les moyens de payer les soins médicaux dont elles ont besoin, 970 millions de personnes ont besoin de lunettes ou d'aides visuelles, seulement 5 à 15% des personnes ayant besoin d'un fauteuil roulant y ont accès et la production mondiale d'aides auditives ne couvre que 10% des besoins. De plus, les personnes handicapées sont trois fois plus susceptibles de se voir refuser une assistance médicale et quatre fois plus susceptibles d'être mal traitées par les professionnels de la santé. Ainsi, si l'on veut que les personnes handicapées soient davantage intégrées dans la société, les pays doivent protéger leur droit au travail et leur droit à des services de santé adéquats.

Un troisième groupe minoritaire qui est généralement exclu de leur société est celui des minorités raciales ou ethniques. La définition d'une minorité raciale ou ethnique est souvent déterminée par la culture, l'histoire et la religion dominante de cette nation ou région. Les groupes minoritaires varient considérablement d'une nation ou d'une région à l'autre.

Chart 3:
Percent of Black Americans Reporting
Various Forms of Individual Discrimination Because of Their Race



Harvard School of Public Health,
<https://www.hsph.harvard.edu/news/press-releases/black-americans-discrimination-work-policies/>

Par exemple, au Myanmar, des musulmans rohingyas ont été expulsés par le gouvernement de leurs maisons et de la nation, et ont été persécutés par le gouvernement car les nationalistes bouddhistes du pays ont insisté pour retirer du pays ce qui ne correspondait pas au Bouddhisme. En fait, le Myanmar refuse de reconnaître les musulmans rohingyas comme citoyens et, par conséquent, les Rohingyas ne reçoivent pas les documents dont ils ont besoin pour obtenir un emploi ou acheter une

maison. Pour les Rohingyas, ces lois à préjugés ethniques ont considérablement entravé leur statut économique et leur capacité à être inclus dans la société.

La discrimination à l'égard des minorités ethniques et raciales peut avoir un impact considérable sur leur statut socioéconomique, même dans les pays riches comme les États-Unis. Aux États-Unis, 39% des enfants afro-américains et 33% des enfants latino-américains sont pauvres alors que seulement 14% des enfants blancs et asiatiques sont pauvres. En outre, le taux de chômage des Afro-Américains est deux fois plus élevés que celui des Blancs, et les hommes afro-américains qui travaillent à plein temps ne gagnent que 72 % de ce que les hommes blancs font et les femmes afro-américaines que 85 % de ce que les femmes blanches gagnent. En raison de cette instabilité financière, les groupes raciaux minoritaires comme les Afro-Américains ont également moins accès à l'éducation. Aux États-Unis, les Afro-Américains et les Latino-Américains sont plus susceptibles de fréquenter des écoles très pauvres, et les Latino-Américains ont le taux d'abandon le plus élevé par rapport aux autres groupes raciaux, suivis des Afro-Américains, puis des blancs.

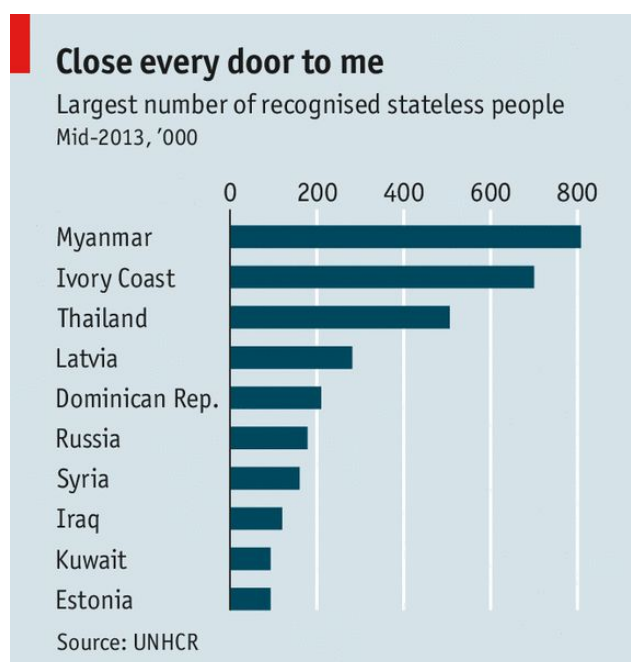
Dans l'ensemble, l'inégalité d'accès aux ressources économiques et éducatives peut avoir de graves répercussions sur la capacité des minorités raciales ou ethniques à s'intégrer dans la société et à travailler à la réalisation des objectifs de développement durable, car elles sont privées des ressources qui leur permettent de contribuer à la société. Bien que ces trois groupes puissent être des minorités importantes et communes dans certains pays, il existe des centaines de types et de sous-catégories différents de groupes minoritaires, qui sont tous confrontés à un certain type de défi ou de discrimination qui entrave leur statut économique et leur capacité à être inclus dans la société.

c. Les réponses internationales

Bien qu'il y ait toujours un manque d'inclusion parmi les groupes minoritaires, les Nations Unies, d'autres organismes internationaux et les États ont pris des mesures pour aider à réduire cette exclusion.

L'un des premiers documents des Nations Unies qui vise à protéger les minorités est la Déclaration des Nations Unies sur les minorités, qui a été adoptée en 1992 par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Dans l'ensemble, ce document visait à créer une déclaration écrite pour que les pays s'engagent à protéger les minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques, et à rappeler aux nations que les minorités peuvent également inclure des groupes marginalisés. Toutefois, il y avait une faille majeure dans cette déclaration, à savoir qu'elle ne donne pas une définition internationale et convenue de ce qu'est une minorité. C'est l'un des plus grands défis auxquels l'ONU est confrontée lorsqu'elle cherche à protéger les minorités dans diverses régions et différents pays, car la définition d'une minorité ou d'un groupe marginalisé change en fonction de la culture, des normes sociales et des lois.

C'est pourquoi, en raison de cet écart, la déclaration a été pour l'essentiel inefficace, et pour aider à la consolider, l'ONU a créé en 2007 le Forum sur les questions relatives aux minorités. Lors de sa création, ce forum avait pour mandat "d'analyser et d'identifier les meilleures pratiques, défis, opportunités et initiatives pour la poursuite de la mise en œuvre de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques". Toutefois, ce forum ne se réunit que deux jours par an pour des discussions thématiques, ce qui empêche un débat et une action continus sur la manière dont la communauté internationale peut accroître l'inclusion des minorités. Lors de la dernière session du forum, le 28 novembre 2018, le lien entre l'apatridie et les droits des minorités linguistiques, ethniques ou nationales et religieuses a fait l'objet de discussions. Les aspects de ce sujet qui ont fait l'objet des discussions les plus approfondies ont été les principaux défis auxquels sont confrontées les personnes apatrides à la suite d'un conflit ou d'un déplacement forcé de population. L'octroi de la nationalité aux apatrides par la distribution



The Economist

<https://www.economist.com/international/2014/05/17/nowhere-to-call-home>

de certificats de naissance, la naturalisation et l'obtention de la citoyenneté, et comment les femmes apatrides sont davantage victimes de discrimination et sont défavorisées par les lois nationales de nombreux pays ont également été discutés. A l'issue de cette discussion, les recommandations sur la manière dont les pays devraient gérer ce problème ont été compilées dans le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités afin qu'elles puissent être présentées à la quarantième session du Conseil des droits de l'homme en mars 2019.

Ces dernières années, les Nations Unies ont de plus en plus insisté sur la nécessité d'accroître l'inclusion sociale pour atteindre les objectifs fixés par les ODD de 2030, et le principal département de l'ONU chargé d'y contribuer est le Département des affaires économiques et sociales (DAES). Pour y parvenir, le DAES de l'ONU utilise de multiples approches telles que le soutien aux organismes intergouvernementaux, la collecte et l'analyse de données relatives à l'inclusivité d'un pays, et l'aide aux tendances socio-économiques dans les pays confrontés à un manque d'inclusivité. Actuellement le DAES opère dans soixante-quinze pays différents où il travaille avec les gouvernements et ONG pour déterminer la meilleure manière d'accroître l'inclusion pour un pays donné. En outre, le DAES de l'ONU organise plusieurs sommets et conférences chaque année sur diverses questions relatives à l'inclusion par rapport aux ODD. Par exemple, la prochaine conférence est prévue du 21 au 23 septembre 2019, et le sujet de la discussion portera sur la façon dont les nations peuvent se collectiviser pour mettre fin au changement climatique, un objectif que tous les groupes de personnes dans une société devraient atteindre. Malheureusement, à l'instar d'autres mesures prises par l'ONU pour améliorer l'inclusion, le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU ne peut que fournir qu'un appui et des conseils politiques aux pays quant à ce qu'ils devraient faire pour accroître l'inclusion ; il appartient donc entièrement aux pays d'appliquer ces suggestions, ce qui ne se produit pas toujours.

Pour cette raison, si l'on veut accroître l'inclusivité, l'ONU doit explorer d'autres moyens d'encourager les pays et les individus à prendre des mesures pour construire un monde plus inclusif.

d. Le rôle de la Jeunesse

L'Organisation des Nations Unies a été fondée le 24 octobre 1945. L'une de ses missions centrales a toujours été de maintenir la paix entre toutes les nations. Aujourd'hui, l'ONU a résolu de nombreux conflits émergents par l'intermédiaire du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) qui se concentre principalement sur cinq domaines de la paix et de la sécurité internationales : assurer une analyse solide et une alerte rapide, prévenir les conflits et participer à leur rétablissement, gérer les crises politiques et les conflits violents, soutenir la paix et renforcer les partenariats. Grâce aux missions politiques spéciales (MPS) et aux missions de bons offices, l'DPPA maintient la paix dans les conflits croissants. Mais il y a des conflits qui ne sont toujours pas résolus depuis la création des Nations Unies, comme le conflit Cachemire ou le conflit israélo-palestinien. Ainsi, 75 ans après la date de création de l'ONU, la mission de maintien de la paix entre les nations doit-elle rester la priorité de cette organisation ? Et quelles devraient être les nouvelles priorités de l'ONU en 2045, lorsque l'organisation aura 100 ans ?

Pour parvenir à un avenir meilleur dans 25 et 200 ans, nous avons besoin de savoir vers quel avenir notre monde se dirige si nous ne changeons rien. Plus important encore, nous devons définir l'avenir que nous voulons construire l'ONU dont nous avons besoin. La réponse à ce problème réside dans la consultation de tous et dans l'agitation mondiale.

En tant que membre à part entière de cette réflexion, les jeunes qui n'ont pas connu un conflit mondial majeur sont libres de définir quel devrait être la prochaine problématique mondiale.

3. Études de cas :

a. L'Afrique du Sud Post Apartheid

Le quartier d'Alexandra au premier plan comparé aux gratte-ciel de Sandton à l'arrière-plan.



The Associated Press

<https://www.apnews.com/a1cd5ebc5cd24a7088d970d30b04ba1>

L'apartheid était un système de lois en Afrique du Sud qui visait à séparer racialement la majorité de la population sud-africaine noire et asiatique de la minorité blanche. Ces lois raciales institutionnalisées couvraient un large éventail de questions, mais toutes visaient le même objectif : rendre plus difficile pour les Sud-Africains noirs l'amélioration de leur statut économique et social. Par exemple, la loi sur l'interdiction des mariages mixtes était une loi qui interdisait les mariages interraciaux, et la loi sur le recensement de la population classait tous les citoyens dans une des quatre classes raciales : blanche, noire, métisse et indienne.

Bien que ces lois aient été abolies en 1991, quarante-trois ans après leur création, les effets de l'apartheid se font toujours sentir

chez les Africains noirs et les métisses. L'impact durable de l'apartheid en Afrique du Sud se ressent encore aujourd'hui dans les banlieues très ségréguées. Un exemple en particulier fournit un contraste frappant entre les conditions de vie des Noirs et des Blancs. Il s'agit de Johannesburg avec les quartiers de Sandton et d'Alexandra. A moins d'un kilomètre l'un de l'autre, Sandton, qui est connu comme " le plus riche kilomètre carré d'Afrique du Sud ", a une population qui n'est que de 30% noire, même si 79% de la population du pays est noire, alors que la banlieue voisine d'Alexandra est noire à 98%.

Ce manque d'intégration entre Blancs et Noirs en Afrique du Sud est principalement le résultat d'un manque d'incitation à l'intégration après l'apartheid, car après l'abolition de l'apartheid, le gouvernement a commencé des projets de logements de masse pour les Sud-Africains noirs mais ces logements ont été construits dans des quartiers noirs déjà pauvres. En conséquence, les Noirs et les quartiers sont très désavantagés par rapport à leurs homologues blancs. Dans certaines écoles d'Alexandra, le nombre d'élèves par enseignant peut atteindre soixante-dix pour un, et en 2017, le taux de chômage était de près de 28 % en Afrique du Sud, dont la plupart étaient des Sud-Africains de race noire.

En outre, à peine 10 % de la population sud-africaine, dont la majorité est blanche, possède 90 % des richesses, ce qui laisse peu de place aux Sud-Africains noirs. Les effets de l'apartheid sur l'Afrique du Sud d'aujourd'hui ne sont pas seulement économiques mais aussi sociaux, et une enquête récente a révélé que 43,5% des Sud-Africains disent qu'ils parlent rarement ou jamais à une personne de "race opposée". Seulement 27,4 % disent qu'ils interagissent régulièrement avec quelqu'un de la "race opposée". En outre, une enquête distincte réalisée en 2012 a révélé que 41,4 % des Sud-Africains trouvent les coutumes et la culture d'une "race" différente difficiles à comprendre, ce qui montre à quel point la

communication et la socialisation entre les groupes raciaux sont limitées. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que seulement 61,8 % des Sud-Africains ont déclaré qu'ils estimaient important d'établir l'unité nationale entre les groupes raciaux ; cependant, sur une note plus positive, 83,8 % des Sud-Africains ont déclaré que l'apartheid était un crime contre l'humanité.

Dans l'ensemble, si l'Afrique du Sud veut contribuer à l'avènement d'une économie et d'une société saines et durables, elle doit trouver un moyen d'encourager les citoyens à s'intégrer, et le gouvernement lui-même doit aider les Sud-Africains noirs à atteindre une situation économique similaire à celle des Sud-Africains blancs.

b. Les droits des LGBT et la liberté religieuse aux États-Unis

Avec la reconnaissance du mariage homosexuel dans tous les États-Unis en 2015, le traitement de la communauté LGBT aux États-Unis s'est considérablement amélioré par rapport au traitement qu'elle avait reçu quelques décennies auparavant.

Cependant, alors que les conditions de vie de la communauté LGBT se sont améliorées dans l'ensemble, il y a eu récemment un mouvement de la part de nombreux chrétiens conservateurs pour défendre ce qu'ils ont appelé la "liberté religieuse". Le mouvement a principalement commencé lorsqu'un boulanger du Colorado a refusé de faire un gâteau de mariage pour un couple homosexuel, ce qui a conduit le couple gay à poursuivre le boulanger pour discrimination. Après une série de procédures judiciaires, l'affaire a finalement été portée devant la Cour suprême en 2018, où le boulanger a déclaré qu'en vertu de son droit de premier amendement, qui garantit la liberté d'expression des citoyens, il a le droit d'exprimer son art comme il l'entendrait. Finalement, la Cour suprême s'est prononcée en faveur du boulanger par sept voix pour et deux contre, et le ministère de la Justice de l'administration Trump s'est déclaré "satisfait" de la décision de la Cour. Depuis cette affaire, de nombreuses affaires similaires ont vu le jour et elles suivent pour la plupart le thème commun d'un propriétaire d'entreprise religieux refusant de fournir des services à un couple homosexuel ; par ailleurs il est arrivé que des professionnels médicaux religieux refusent de fournir ces services.

En conséquence de tout cela, de nombreux gouvernements d'États ont commencé à prendre des mesures pour protéger soit la communauté LGBT, soit la communauté chrétienne conservatrice. Au Texas, un État essentiellement conservateur à majorité républicaine, le Sénat de l'État du Texas a adopté en avril un projet de loi sur la liberté religieuse. Le projet de loi permet aux travailleurs autorisés de l'État, comme les enseignants, les médecins et les conseillers, de refuser de fournir leurs services s'ils croient que cela serait contraire à leurs croyances religieuses, à la seule exception près que leurs services sont nécessaires pour prévenir la mort ou des lésions corporelles graves. De plus, le projet de loi permet à quiconque estime que ses croyances religieuses sont entravées de porter plainte, ce



United Press International

https://www.upi.com/News_Photos/view/upi/e411c6fe10abcc55456e8041409a867c/Supreme-Court-Demonstrations-over-Masterpiece-Cakeshop-Case/

qui, selon les opposants au projet de loi, rendrait plus difficile et plus coûteux la lutte contre la discrimination au sein de la communauté LGBT. Ce n'est pas la première fois que l'État du Texas tente d'adopter un projet de loi qui isolerait la communauté LGBT, puisque deux ans seulement avant l'adoption d'un projet de loi sur les toilettes pour transgenres, l'État a tenté d'adopter un projet de loi qui interdirait aux transgenres d'utiliser les toilettes du sexe auquel ils se conforment ; cependant, ce projet de loi ne lui permettait pas de passer le Sénat du Texas.

Contrairement au Texas, certains États ont proposé et adopté des lois qui protègent la communauté LGBT contre la discrimination, notamment le Kansas, le Michigan, l'Ohio et le Wisconsin, où les gouverneurs des deux partis politiques, démocratique et républicain, ont signé des lois qui rendent illégale la discrimination au travail contre les membres de la communauté LGBT. Dans l'ensemble, le débat sur la liberté religieuse aux États-Unis ne devrait pas se terminer de sitôt, et il est plus que probable qu'il s'agisse d'un débat que d'autres pays pourraient bientôt avoir, sinon déjà, en raison de la reconnaissance des droits des communautés LGBT. Pour aider à trouver une solution, la communauté internationale devra trouver un moyen de faire comprendre l'importance de l'égalité des LGBT aux conservateurs religieux, ainsi que de s'assurer que la communauté LGBT et la communauté religieuse se sentent également incluses et protégées dans leur société.

c. La persécution des musulmans en Chine

Même si l'islam est pratiqué en Chine depuis plus de 1400 ans, depuis une vingtaine d'années, les musulmans font l'objet d'une surveillance et de persécutions accrues en Chine. Au total, la population chinoise est musulmane à 1,6 %, soit 22 millions de personnes, et bien que la discrimination musulmane ait commencé à augmenter après la révolution culturelle de Mao Zedong, les tensions qui existent aujourd'hui entre la population majoritaire Han de Chine et sa population musulmane ont commencé après les attaques du 11 septembre contre le World Trade Center et le Pentagone. Après le 11 septembre 2001, l'islamophobie a pris de l'ampleur en Chine, comme dans de nombreux autres pays, et cette islamophobie persiste

aujourd'hui.



https://medium.com/@rob_clark87/chinas-securitisation-of-the-uyghur-takes-an-alarming-development-b3a0d541cc4c

Cependant, contrairement à de nombreux autres pays, le gouvernement chinois a été l'un des principaux auteurs de cette islamophobie et, au cours des deux dernières années, il a même commencé à arrêter et à persécuter des musulmans. Cette persécution a été principalement observée dans la région du Xinjiang, où réside le plus grand groupe musulman de Chine, les Ouïghours. L'année dernière, environ trois millions de ces derniers ont été arrêtés et placés en camp de détention. Dans

l'ensemble, la population ouïghoure est estimée à onze millions, ce qui signifie que plus d'un quart de la population ouïghoure a été arrêté. D'anciens détenus de ces camps ont décrit les conditions de détention comme étant semblables à celles d'une prison, déclarant qu'ils avaient souvent été torturés ou avaient vu d'autres personnes être torturées, et qu'ils avaient également été contraints de vivre dans des cellules surpeuplées.

Bien sûr, la Chine a nié toutes ces allégations de mauvaises conditions de vie et a déclaré que ses arrestations de musulmans constituaient une tentative pour les empêcher de rejoindre des organisations terroristes islamiques radicales. Pourtant, ces arrestations effectuées par la Chine sur le seul motif de la protection antiterroriste sont-elle effectuées sans que rien n'indique que les Ouïghours soient impliqués dans une organisation terroriste ? C'est parce que la Chine n'aurait-elle pas seulement l'intention de prévenir le terrorisme dans son pays, mais aussi l'intention de mettre fin à l'islam dans ce pays ? D'anciens détenus ont déclaré qu'alors qu'ils étaient torturés, ils ont été contraints de dénoncer l'islam, et ils ont également décrit avoir reçu des régimes quotidiens d'endoctrinement où ils ont été contraints de jurer fidélité au Parti communiste chinois. D'anciens détenus ont décrit ces régimes comme si intenses et traumatisants qu'ils en ont poussé certains à se suicider. Ainsi, non seulement les Ouïghours sont contraints de s'installer dans des camps de prisonniers massifs, mais ils sont également soumis à de durs programmes de rééducation que le gouvernement chinois a qualifiés de "formation professionnelle". Pour les Ouïghours qui n'ont pas été arrêtés, la Chine a également veillé à limiter leur capacité à pratiquer l'islam, les hommes ayant été contraints de se raser la barbe et les hijabs ayant été interdits. En outre, selon certaines informations, la police chinoise aurait contraint des restaurateurs et des commerçants musulmans à ouvrir leur commerce pendant la journée du ramadan, et des mosquées ont également été détruites. En outre, la Chine a également limité la capacité des Ouïghours à entrer dans le Xinjiang et à en sortir, car des postes de contrôle ont été installés aux frontières de la région. Ce qui est peut-être plus effrayant encore, c'est qu'il y a aussi eu des rapports faisant état de la collecte massive d'ADN d'Ouïghours par des responsables chinois, dont l'objectif est actuellement inconnu.

Bien que tout cela se produise dans le Xinjiang, la communauté internationale n'a pris que peu de mesures pour y mettre fin, en particulier dans les pays musulmans. En fait, l'Arabie saoudite n'a fait aucun commentaire sur la situation au Xinjiang, et le roi Salman a même annoncé que l'Arabie saoudite est prête à renforcer les relations avec la Chine "à tous les niveaux". Cette absence de réponse de la part des pays musulmans est peut-être due à la crainte que la Chine retire ses investissements massifs dans l'infrastructure dans les pays musulmans s'ils veulent dénoncer des possibles violations des droits humains. Par exemple, la Chine est le plus gros importateur de pétrole saoudien en Arabie saoudite et a acheté 46 milliards de dollars de pétrole saoudien l'an dernier. En outre, la Chine construit actuellement une ligne de train à grande vitesse en Iran, des ports et des centrales électriques en Indonésie, et en Malaisie, la Chine construit une liaison ferroviaire et un projet immobilier. Dans l'ensemble, les Ouïghours ont été extrêmement exclus de la société chinoise parce que le gouvernement chinois les a peut-être institutionnellement marginalisés, et l'absence de réponse de la communauté internationale est la preuve que les gouvernements ne peuvent accroître seuls leur inclusivité. Au lieu de cela, il faut que la population s'oriente également vers une société inclusive et qu'elle soit encouragée à exprimer son inquiétude lorsque des gouvernements comme la Chine persécutent des groupes minoritaires comme les Ouïghours.

3. Solutions possibles :

- **Réformer l'organisation des débats aux Nations Unies** : Aujourd'hui, les assemblées de l'ONU ne sont composées que de nations, il n'y a pas de place pour les associations ou les acteurs indépendants. Réformer les assemblées pour y inclure les droits de participation, comme au Conseil des droits de l'homme où les ONG ont le droit de parole (certe plus court que celui

des gouvernements) peut être une solution pour garantir la liberté d'expression pour tous.

4. Principaux acteurs internationaux :

L'Organisation des Nations Unies : Les Nations Unies (ONU) sont une organisation intergouvernementale dont la mission est de relever les défis auxquels l'humanité est confrontée au XXI^e siècle, tels que la paix et la sécurité, le changement climatique, le développement durable, les droits humains, le désarmement, le terrorisme, les urgences humanitaires et sanitaires, l'égalité des sexes, la gouvernance, la production alimentaire, et plus.

Centre de coopération internationale : L'objectif du CIC est de faire de la recherche avancée en matière de coopération internationale pour trouver la meilleure solution à un problème international. Cette organisation crée des programmes pour concentrer la recherche sur un sujet défini comme les crises humanitaires ou la réforme du multilatéralisme.

La Commission Européenne : L'une des missions de la Commission européenne est de promouvoir le développement et l'aide internationale par la coopération des pays et des partenaires de l'Union européenne. Il vise à réduire la pauvreté dans le monde, à promouvoir le développement économique, social et environnemental et à promouvoir la démocratie, l'État de droit, la bonne gouvernance et le respect des droits humains.

5. Lignes directrices pour la recherche :

Coopération internationale

- Examiner les actions antérieures de votre pays
 - Vérifier dans quelle organisation ils sont déjà et ce qu'ils font, comment ils participent au débat.
 - Voyez quel type d'action votre pays mène à l'international (commerce, défense...)
 - Vous pouvez également consulter la situation de votre pays en ce qui concerne les ODD.
- Sur quoi travaille votre pays ? Avec quel pays ?

Inclusivité

- Examinez les actions antérieures de votre pays
 - Comment votre pays traite-t-il les minorités ?
 - Existe-t-il des lois dans votre pays pour inclure les personnes (comme les LGBT mais aussi les personnes dans la gouvernance du pays) ?

Avenir

- ❑ Quel genre d'avenir voulez-vous voir et comment pouvons-nous l'atteindre ?

❑ Vous pouvez aussi faire des enquêtes ou des expériences par vous-même (Contributions)

N'hésitez pas à être créatif et à trouver des solutions par vous-même !

6. Bibliography :

Informations :

UN News, multilateralism : <https://news.un.org/fr/tags/multilateralisme>

COP 21: <https://www.apc-paris.com/cop-21>

Le Figaro, alliance pour le multilatéralisme :

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/paris-et-berlin-veulent-une-alliance-pour-defendre-le-multilateralisme-20190402>

The Independent article on LGBT rights:

<https://www.independent.co.uk/news/world/gay-lesbian-bisexual-relationships-illegal-in-74-countries-a7033666.html>

Reuters article on LGBT discrimination:

<https://www.reuters.com/article/us-health-lgbt-employment-insurance/lgbt-adults-in-u-s-less-likely-to-have-jobs-health-insurance-idUSKBN1KG36V>

Business Insider article on LGBT rights:

<https://www.businessinsider.com/lgbtq-rights-around-the-world-maps-2018-10#though-its-too-small-to-show-up-on-the-map-the-mediterranean-island-nation-of-malta-has-also-banned-conversion-therapies-in-addition-to-brazil-and-ecuador-7>

Associated Press, effects of Apartheid on South Africa:

<https://www.apnews.com/a1cd5ebc5ed24a7088d970d30bbo4ba1>

The Guardian, effects of Apartheid on South Africa:

<https://www.theguardian.com/world/2012/dec/06/south-africa-racially-divided-survey>

The New York Times, effects of Apartheid on the economy in South Africa:

<https://www.nytimes.com/2017/10/24/business/south-africa-economy-apartheid.html>

CBS, Masterpiece Cakeshop Supreme Court case:

<https://www.cbsnews.com/news/supreme-court-rules-in-favor-of-baker-who-denied-same-sex-couple-a-wedding-cake/>

The Guardian, Religious freedom bill in Texas:

<https://www.theguardian.com/us-news/2019/apr/05/texas-sb17-lgbt-discrimination-religious-freedom>

The Washington Post, Chinese Persecution of Uyghurs:

https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/china-wages-relentless-crackdowns-on-its-muslims-but-saudi-arabia-stays-quiet-as-it-bolsters-ties-with-beijing/2019/05/24/66b52b44-7320-11e9-9331-30bc5836f48e_story.html?utm_term=.65a2b9669bd6

Reuters, Chinese Persecution on Uyghurs:

<https://www.reuters.com/article/us-usa-china-concentrationcamps/china-putting-minority-muslims-in-concentration-camps-u-s-says-idUSKCN1S925K>

Organisations :

CIC : <https://cic.nyu.edu>

European Commission :

https://ec.europa.eu/europeaid/about-development-and-cooperation-europeaid_en

Amnesty International, international rights of the LGBT community:

<https://www.amnestyusa.org/the-state-of-lgbt-rights-worldwide/>

Encyclopedia Britannica, history of Buggery laws:

<https://www.britannica.com/topic/Buggery-Act>

WHO, overview of types of disabilities: <https://www.who.int/topics/disabilities/en/>

UN, Report on the World Social Situation 2016:

<https://www.un.org/esa/socdev/rwss/2016/full-report.pdf>

Center for Disability Rights, definition of Ableism:

<http://cdrnys.org/blog/uncategorized/ableism/>

WHO, disability infographic: <https://www.who.int/disabilities/infographic/en/>

Council on Foreign Relations, Rohingya Persecution in Myanmar background:

<https://www.cfr.org/backgrounder/rohingya-crisis>

American Psychological Association, effects of discrimination on racial minorities:

<https://www.apa.org/pi/ses/resources/publications/minorities>

UN Forum on Minority Issues, background:

<https://www.un.org/en/letsfightracism/minorities.shtml>

OHCHR, Minorities under International Law:

<https://www.ohchr.org/EN/Issues/Minorities/Pages/internationallaw.aspx>

OHCHR, Role of the Forum on Minority Issues:

<https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Minority/Pages/ForumIndex.aspx>

OHCHR, Eleventh session of the Forum on Minority Issues:

<https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/MinorityIssues/Session11/FactSheet.pdf>

UN, Role of the Division for Inclusive Social Development:

<https://www.un.org/development/desa/en/about/desa-divisions/social-policy.html>

UN, Climate Action Summit: <https://www.un.org/en/climatechange/>

History, History of Apartheid in South Africa:

<https://www.history.com/topics/africa/apartheid>

DPPA:

<https://dppa.un.org/en/what-we-do>